

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, tout ce que je peux dire, c'est que nous avons bien du temps pour faire l'annonce afin que les éleveurs de bétail puissent planifier la mise en marché de leurs animaux de la façon qui convient.

M. Hargrave: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il l'intention de faire cette annonce avant la fin de la première année d'application du programme de soutien?

M. Whelan: Oui, monsieur l'Orateur, nous avons l'intention de le faire afin de donner tout le temps nécessaire aux éleveurs de bétail parce que nous ne voulons pas qu'il y ait un surplus de bêtes sur le marché au cours du mois précédant le 11 août. Nous voulons que la mise en marché se fasse de façon convenable et ordonnée et nous savons qu'il nous faudra donc faire l'annonce en question quelque temps avant cette date.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LE TAUX JUGÉ ACCEPTABLE PAR LE MINISTRE

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question au ministre des Finances découle d'une expression qu'il a utilisée en répondant au député de Yorkton-Melville. Sauf erreur, il a parlé de réduire l'inflation à un niveau acceptable, quel qu'il soit. Peut-il dire à la Chambre et au Canada ce qu'il considère comme un niveau acceptable d'inflation afin qu'il puisse expliquer ce qu'il tente de faire lorsqu'il s'efforce d'en arriver au consensus, qui semble tellement difficile à obtenir?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député aura une meilleure idée de ce que nous voulons faire quand nous présenterons éventuellement le projet à la Chambre.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ ENVISAGÉE PAR LE GOUVERNEMENT—DEMANDE DE PRÉCISIONS

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Comme les dépenses du gouvernement fédéral ont augmenté de plus de 28 p. 100 si l'on compare le budget de l'année dernière et celui de cette année et que la masse monétaire s'accroît à raison de 33 p. 100 par an, le premier ministre peut-il nous expliquer en quoi le gouvernement pratique une politique d'austérité pour faire face à l'inflation?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, ce n'est pas en répondant à une telle question.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LE RECOURS AU CONSENSUS ET L'APPARENTE DÉSORIENTATION DES CHEFS DE FILES

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Il y a eu récemment des élections au cours desquelles le premier ministre a déclaré que nous avons fait un certain progrès et que l'inflation était un problème mondial. Selon des déclarations faites cette semaine nous avons fait des pro-

Questions orales

grès dans la mesure où nous avons limité le problème de l'inflation à trois facteurs à savoir le recours au consensus, la conférence de l'énergie et ses résultats et ce qui s'est passé aux États-Unis où il y a eu bien peu de progrès. Les ministres des Finances ne se réunissant même pas aujourd'hui comme ils le devaient, ce qui règle la question du consensus et la conférence de l'énergie n'ayant pas donné de résultats concrets...

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai dit brièvement lundi qu'il fallait limiter les préambules surtout pour les questions supplémentaires. Comme le député a déjà fait un assez long préambule pourrait-il poser sa question?

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, mes propos n'étaient pas un préambule. Ils faisaient partie de la question. Je posais une question au sujet des trois facteurs qui, selon les dires du ministre des Finances cette semaine étaient reliés au budget et je demandais quand le gouvernement s'attaquerait enfin à l'inflation. J'ai parlé des deux premiers facteurs, le consensus et la conférence de l'énergie. Quant aux problèmes des États-Unis tous ceux qui ont regardé la télévision hier soir ont pu voir à quel point la situation était déséquilibrée. Compte tenu de tout cela, le premier ministre va-t-il se montrer aussi réaliste qu'il l'était quand il était journaliste et admettre que toute cette recherche d'un consensus n'est qu'un petit jeu et une forme de dégonflage au lieu de prendre les choses en main face à l'inflation.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA QUESTION DE L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'URGENCE DE BLOCAGE DES PRIX ET SALAIRES—L'OPPORTUNITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre. Dans une lettre adressée à ses mandants, le ministre du Travail, après avoir déclaré que le gouvernement avait estimé nécessaire l'institution d'une commission de surveillance des prix, poursuit en ces termes:

Le gouvernement a également un plan d'urgence pour le cas où la Commission ne réussirait pas à tenir les prix. Ce plan comprendrait une sorte de blocage des prix des salaires, mesure pour laquelle vous avez manifesté un certain intérêt dans votre réponse au dernier questionnaire.

Environ 63 p. 100 des mandants du ministre se sont dits d'accord sur le plan d'urgence. Le premier ministre peut-il nous dire si ce plan d'urgence est toujours tenu en réserve et ce qui amènerait le gouvernement à l'appliquer.

M. Munro (Hamilton-Est): Monsieur l'Orateur, j'invoque la question de privilège...

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous avons décidé au début de la semaine que la question de privilège ou le rappel au Règlement soulevé au cours de la période de questions attendrait jusqu'à midi, à moins qu'il ne présente une urgence particulière.

● (1140)

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, le député a soulevé ce même point plusieurs mois avant les dernières élections. A chaque occasion, il a omis d'indiquer la date de cette lettre, ce qui amène malentendus et confusion. Cette lettre a été envoyée à un moment où le gouvernement étudiait des plans d'urgence et où l'inflation était due à bien des facteurs différents de ceux d'aujourd'hui.